

Des solutions énergétiques avec des avantages à la fois humanitaires et développementaux

Owen Grafham, Glada Lahn et Johanna Lehne

L'approche normale en matière d'approvisionnement énergétique pendant les crises de réfugiés tend à s'enfermer dans une dépendance à l'égard de combustibles sales, dangereux et coûteux. Les solutions basées sur une énergie durable exigent un cadre de planification à long terme. Des opportunités permettent d'aligner la résilience énergétique et les objectifs en matière d'accès à l'énergie des pays d'accueil sur une écologisation des opérations humanitaires ainsi que sur des objectifs d'autosuffisance des réfugiés.

Les services d'énergie sont essentiels aux besoins humains fondamentaux . Que ce soit pour manger (combustible pour cuisiner) pour se déplacer (transport des personnes et des biens), pour maintenir une température supportable (chauffage ou climatisation), pour l'éducation (éclairage pour lire), pour subvenir à ses besoins (électricité pour alimenter les foyers et les entreprises), l'énergie sous-tend pratiquement toutes les activités de la vie quotidienne.

Mais les personnes qui ont fui leurs foyers pour cause de conflit sont confrontées à conditions spécifiques car ils doivent faire face

à d'importantes difficultés pour obtenir des services d'énergie. Cela inclut l'éloignement (des centres urbains et des services publics), les formes temporaires d'abris, les problèmes de santé, l'insécurité des sites de réinstallation, l'absence de statut légal, la précarité et la faiblesse des revenus ainsi que les impératifs de communication avec les membres de la famille et les proches.

Des recherches entreprises récemment par Chatham House suggèrent qu'environ 90 % des personnes déplacées qui se trouvent dans des camps ont un accès minimal à l'éclairage et que près de 80 % d'entre elles ne disposent que



UNHCR / Sijla Ostermann

Dans le camp de réfugiés Ifo 2 à Dadaab, au Kenya, une fille présente sa carte de rationnement de l'UNHCR pour la collecte de bois de chauffe.

du minimum absolu d'énergie nécessaire pour cuisiner.¹ Les stratégies d'adaptation négatives, comme par exemple de ne pas cuire suffisamment les aliments ou de réduire le nombre de repas, sont monnaie courante pour presque toutes les personnes déplacées – qu'elles vivent en zones rurales ou urbaines ou dans des camps.

À l'échelle mondiale, les populations déplacées de force sont extrêmement dépendantes de sources d'énergie sales et inefficaces, et une majorité d'entre elles utilisent du bois ou du charbon de bois. Même si la consommation per capita d'énergie parmi les populations déplacées de force reste faible, l'inefficacité relative des combustibles qu'elles utilisent est telle qu'à égalité d'énergie générée elles doivent en utiliser une quantité beaucoup plus importante et produisent une quantité d'émissions bien supérieure. La déforestation est également un problème majeur dans et autour de nombreuses régions d'installation de réfugiés.

Ces conditions ont un impact énorme sur la santé et la protection, particulièrement des femmes et des filles qui prennent souvent en charge une part importante de la confection des repas du foyer (pollution de l'air intérieur) et se chargent d'aller collecter du bois de cuisson (risques accrus de violence sexuelle et sexiste). L'application à l'échelle mondiale des estimations provenant de l'Organisation mondiale de la Santé suggère que près de 20 000 personnes déplacées meurent prématurément chaque année de causes imputables à la pollution de l'air intérieur. L'organisation Médecins sans Frontières a signalé que 82 % des 500 femmes et filles qui ont été traitées suite à des violences sexuelles au cours d'une période de quatre mois et demi dans le sud et l'ouest du Darfour ont indiqué que les violences subies avaient eu lieu alors qu'elles s'éloignaient des camps pour chercher du bois de cuisson, de l'eau ou du fourrage pour les animaux.²

Améliorer la manière dont les besoins en énergie sont couverts aurait donc

incontestablement un effet positif significatif sur la santé, la protection et les moyens d'existence de ces populations. Pourquoi, dans ces conditions, n'a-t-on pas consacré à l'énergie davantage d'attention jusqu'ici ?

Quel est le problème spécifique à l'énergie ?

Toute une série de facteurs ont contribué à faire de l'énergie une priorité relativement moindre dans le cadre de la réponse humanitaire. Le premier de ces facteurs est le financement insuffisant des crises humanitaires en général. Mais au-delà d'un manque de fonds, l'énergie n'a jamais été considérée comme une priorité équivalente à d'autres questions comme la nourriture, les abris ou la protection et cet état de fait a entraîné à son tour une pénurie de personnel qualifié ayant les compétences techniques nécessaires dans ce domaine. On constate en conséquence à l'échelle du système un échec dans le recueil du type de données qui seraient essentielles en vue de mettre en œuvre une planification systématique de l'énergie dans les situations de crises humanitaires et autour d'elles.

Les agences humanitaires sont, en outre, mal équipées pour répondre à des crises prolongées, alors que l'infrastructure énergétique et les mécanismes de financement durable peuvent nécessiter des délais beaucoup plus importants. L'approche des organisations humanitaires face à la gestion énergétique suit le plus souvent un schéma d'urgence à court terme. Des produits comme des poêles ou des lanternes solaires sont distribués (pratiquement toujours gratuitement) sans que beaucoup d'attention ne soit accordée aux dispositions concernant leur entretien, leur adaptation aux modes de vie ou culturels, leurs mécanismes de distribution ou leurs effets sur les marchés locaux.

Même si une stratégie de distribution de cette nature peut sembler la réponse la mieux appropriée aux lendemains immédiats d'une crise, la situation des réfugiés tend à se prolonger et de nombreux sites où ils s'installent finissent par se transformer en petites villes. Si la planification de l'énergie n'est pas prise en considération lors de la réponse humanitaire initiale, les personnes déplacées et les agences qui les servent peuvent très rapidement se retrouver coincées dans des pratiques énergétiques inadéquates et d'un coût prohibitif.

Le camp de Zaatari en Jordanie en est un exemple. Lorsque le camp a été construit, les opérations d'aide étaient connectées au réseau électrique national mais aucune disposition n'avait été prise pour amener l'énergie aux foyers

mai 2016

www.fmreview.org/ft/solutions

eux-mêmes. Afin d'assurer l'approvisionnement en électricité de leurs foyers et de leurs entreprises, les réfugiés en ont été réduits à se raccorder au réseau de manière informelle par l'intermédiaire de l'éclairage public, augmentant ainsi la consommation au point où l'UNHCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, a dû faire face à une facture d'électricité de 8,7 millions de \$US pour 2014/2015. L'agence a alors coupé tous les raccordements informels, et en réponse ceux qui avaient des entreprises ont acheté des générateurs fonctionnant au diesel, augmentant ainsi leur dépendance face à l'approvisionnement en carburant et multipliant les sources de pollution au niveau local. Même si un nouveau système est actuellement mis en œuvre en vue d'assurer un accès adéquat à l'énergie pour les foyers et les entreprises à un coût plus raisonnable pour l'UNHCR, davantage de prévoyance dans le cadre du processus de planification de la crise initiale aurait permis d'atténuer ces coûts tant financiers qu'humains.

La nature à court terme des interventions humanitaires n'est pas seulement un produit du système mais aussi un reflet du fait que les gouvernements et les bailleurs répugnent à admettre que les crises de réfugiés sont rarement des crises à court terme. La plupart des gouvernements ne permettent pas d'investissement infrastructurel à long terme dans les sites d'installation. En outre, il est rare que les communautés qui vivent aux côtés d'importantes populations de réfugiés soient beaucoup mieux servies, et la fourniture d'équipements de pointe exclusivement pour les réfugiés risquerait de provoquer des ressentiments.

En outre, le financement des bailleurs dans le secteur humanitaire est souvent structuré autour de budgets annuels, ce qui signifie que les investissements de capitaux ne peuvent justifier l'amélioration du rendement énergétique ou l'achat des équipements d'énergie renouvelable qui ont une rentabilité sur une période de plusieurs années. Dans les endroits où de tels investissements ont été financés par des donations spécifiques, ils sont habituellement limités à des projets pilotes sans dispositions d'expansion pérenne.

Établir des passerelles entre les modalités du développement et celles de l'humanitaire

Des questions clés relatives à l'approvisionnement énergétique sont donc centrales en vue de faciliter la transition entre les interventions humanitaires



Afin d'aider les élèves scolarisés à étudier, l'UNHCR a récemment distribué plus de 12 000 lampes solaires dans 48 écoles dans les cinq camps de Dadaab. Priorité a été donnée aux filles, qui ont moins de temps pour étudier après l'école.

à court terme vers la résilience nationale, et pour garantir que les réponses données aux crises n'aient pas pour résultat d'handicaper un développement à plus long terme. Les solutions de développement destinées à améliorer l'approvisionnement énergétique ont tendance à se concentrer sur l'accès à l'énergie à l'échelle nationale, en ignorant les populations qui se trouvent en dehors des stratégies nationales, comme les personnes déplacées, alors que l'approvisionnement en énergie réalisé dans le cadre d'interventions humanitaires destinées à des personnes déplacées a tendance à se cantonner à la distribution ponctuelle de biens et de produits sans dispositions permettant le développement du marché local ou l'amélioration de la qualité des services. Les acteurs du développement et les compagnies du secteur privé qui travaillent dans le domaine de l'accès à l'énergie et dont l'expertise est cruciale lorsqu'il s'agit de concevoir des systèmes viables d'énergie, ont une expérience précieuse qui pourrait contribuer à résoudre certains défis humanitaires.

Des modélisations réalisées par Chatham House dans le cadre de la Moving Energy Initiative³ suggèrent que l'introduction de solutions technologiques toute simples pourrait sauver des vies et économiser de l'argent. Par exemple, des modifications tout à fait élémentaires comme l'utilisation partout dans le monde de poêles de cuisson plus efficaces et de lanternes solaires pourrait économiser 323 millions de \$US par an aux personnes déplacées de force si les agences humanitaires consentaient

à faire un investissement initial en capitaux de 335 millions de \$US. Une intervention de ce type aurait pour double effet de réduire la pollution de l'air intérieur et le temps que les femmes et les filles consacrent à collecter du bois de cuisson.

Les enquêtes menées sur le terrain à Dadaab (Kenya), à Goudoubo (Burkina Faso) et à Dollo Ado (Éthiopie) montrent que la plupart des foyers de réfugiés paient déjà leur énergie. En effet, les personnes déplacées de force paient déjà le prix fort pour la quantité souvent limitée d'énergie qu'elles consomment. Dans le camp de réfugiés de Dadaab au Kenya, les foyers consacrent environ 24 % de leurs revenus à l'énergie (bois de cuisson et piles pour les lampes torche principalement), comparé à 4 % au Royaume Uni.⁴

Les compagnies énergétiques du secteur privé ont développé des technologies et des services qui répondent aux besoins des foyers et des consommateurs à revenus réduits et qui se trouvent dans des zones rurales géographiquement disparates et isolées. Le domaine de l'accès à l'énergie engrange très vite de l'expérience à travers une expansion rapide de compagnies de technologie de taille moyenne qui prennent des risques et exploitent des services d'argent mobile, des offres prépayées ou de recharge de crédit en fonction de l'utilisation effective d'énergie, des technologies de réseau intelligent et de télédétection (qui permettent aux compagnies de contrôler à distance depuis leur siège la performance de leur technologie). Une étude menée en 2015 par l'UNHCR dans le sud-ouest du Népal a montré, par exemple, qu'environ 80 % des foyers dans deux sites d'installation de réfugiés disposaient de panneaux solaires photovoltaïques qu'ils avaient, dans la plus part des cas, payé eux-mêmes.⁵ Le fait que les populations de réfugiés sont le plus souvent concentrées dans un site géographique précis et qu'elles sont soutenues par des agences donatrices internationales donnent aux compagnies du secteur privé l'occasion de tenter de surmonter certains obstacles associés habituellement au marché de l'énergie hors réseau. Trouver les modèles financiers adéquats et la manière optimale de répartir les responsabilités est un élément clé dans ce type de situations. Le recours de plus en plus fréquent des agences humanitaire aux allocations en espèces et aux cartes de débit pré-créditées contribuera probablement à renforcer cet élan.

Toutefois, dans le but d'aboutir à de véritables changements structurels dans la manière dont l'énergie est utilisée et fournie, il est nécessaire de comprendre les systèmes d'énergie dans leur

globalité. Réaliser de véritables changements structurels, comme par exemple introduire des solutions fondées sur le marché, des solutions de cuisson des aliments réellement propres et des systèmes d'énergies renouvelables, n'est pas sans coûts et devra impliquer une augmentation des investissements en capitaux de la part des agences humanitaires et potentiellement également une augmentation des coûts énergétiques annuels pour les personnes déplacées. Mais s'ils sont appliqués correctement, ces changements peuvent entraîner des avantages substantiels en termes de santé, d'amélioration des moyens d'existence et de cohésion sociale tant pour les personnes déplacées que pour les populations qui les accueillent et vivent à leurs côtés, et ce, tout en préservant l'environnement local qui est bien souvent à la fois fragile et fortement contesté. L'argument économique en faveur de ces changements est indéniable, et en valoriser les résultats sera déterminant en vue de financer la modification des technologies et des pratiques.

Owen Grafham OGrafham@chathamhouse.org
 Coordinateur de Programme, Énergie,
 Environnement et Ressources

Glada Lahn GLahn@chathamhouse.org
 Chargé de recherche principal, Énergie,
 Environnement et Ressources

Johanna Lehne JLehne@chathamhouse.org
 Assistant de recherche, Énergie, Environnement et
 Ressources

The Royal Institute of International Affairs Chatham House
www.chathamhouse.org/about/structure/eer-department

1. Le modèle qui permet d'estimer l'accès à l'énergie des populations déplacées à travers le monde simplifie un système extrêmement complexe et ne devrait être considéré que comme un point de départ circinspect pour comprendre les conditions en matière d'énergie auxquelles se trouve confronté ce groupe très diversifié. Pour consulter l'intégralité de la méthodologie et des constatations, voir : Lahn G et Grafham O (2015) *Heat, Light and Power for Refugees: Saving Lives, Reducing Costs*, Chatham House, www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/20151117HeatLightPowerRefugeesMEILahnGrafham.pdf
2. Energia/DFID (2006) *From the Millennium Development Goals towards a Gender-Sensitive Energy Policy Research and Practice: Empirical Evidence and Case Studies*, p39 <http://tinyurl.com/Energia-DFID-GenderEnergy-2006>
3. Une collaboration entre l'UNHCR, le Norwegian Refugee Council, Practical Action, Chatham House et GVEP International www.chathamhouse.org/about/structure/eer-department/moving-energy-initiative-project
4. Les chiffres correspondant à la dépense énergétique des foyers au RU ont été calculés à partir de données de 2011.
5. UNHCR (2015) « From Street Lights to Micro-Grid », Rapport de mission, UNHCR Innovation/Engineers Without Borders, non publié.